

Tribune de Genève SA
1211 Genève 11
022/ 322 40 00
www.tdg.ch

Genre de média: Médias imprimés
Type de média: Presse journ./hebd.
Tirage: 41'213
Parution: 6x/semaine



N° de thème: 844.003
N° d'abonnement: 844003
Page: 4
Surface: 77'047 mm²

Interview

«Le PS devrait redéfinir les conditions de sa participation au Conseil fédéral»



François Cherix, dans son dernier essai, s'adresse à son propre camp: «Le PS se piège lui-même.» O. MEYLAN

François Cherix appelle le Parti socialiste à prendre le leadership sur la politique d'ouverture
François Modoux

Pourfendeur de l'UDC et de son chef charismatique Christoph Blocher, l'intellectuel de gauche François Cherix dénonce depuis des années la démagogie de la droite nationaliste. Dans un nouvel essai*, le socialiste vaudois s'interroge sur la responsabilité de son camp face à la montée du populisme de droite. Entretien.

Quel déclic vous a poussé à écrire ce livre qui balaie devant la porte du PS?

La Suisse a besoin d'un moteur du changement. Je suis inquiet de voir que mon parti n'a pas pris conscience de sa responsabilité de catalyseur des réformes pour sortir la Suisse de blocages qui menacent sa prospérité. Mais je place aussi beaucoup d'espoir dans le PS! Il a les moyens de créer un projet rassembleur, pour barrer la route au nationalisme de l'UDC.

Le populisme n'est pas un mal helvétique. Ne dramatisez-vous pas le problème?

La Suisse n'a pas le monopole du

populisme. Mais elle est fragile, en raison de ses institutions très particulières: le Conseil fédéral est structurellement faible; aucune Cour constitutionnelle ne garantit la sécurité du droit et les libertés fondamentales; la démocratie directe ne constitue pas une vanne de sécurité contre le populisme, mais bien un vecteur de son succès. En Suisse, le populisme peut nous amener vite très loin. Deux ou trois initiatives fol-

«Notre régime politique n'est jamais porté sur la construction

Tribune de Genève SA
1211 Genève 11
022/ 322 40 00
www.tdg.ch

Genre de média: Médias imprimés
Type de média: Presse journ./hebd.
Tirage: 41'213
Parution: 6x/semaine



N° de thème: 844.003
N° d'abonnement: 844003
Page: 4
Surface: 77'047 mm²

de l'avenir. Nul n'est en charge du pays, ni la gauche, ni la droite, ni le centre»

François Cherix
Essayiste (PS/VD)

les et le pays se marginalise. Voyez le vote du 9 février 2014 «Contre l'immigration de masse»: en stigmatisant les travailleurs européens, l'UDC a ouvert une crise profonde avec l'Europe, qui distille un poison, l'insécurité, bien plus dommageable que le mal dénoncé.

Le PS stagne. Que fait-il faux?

Le PS se piège lui-même: il est trop suisse dans sa défense des droits populaires et de la concordance, mais pas assez dans son discours aux citoyens. Il gagnerait à se montrer plus critique avec le système politique et plus rassembleur avec la population.

La gauche aurait donc tort de défendre la démocratie directe?

Le PS voit encore le droit d'initiative comme le combat héroïque de David contre Goliath. Il n'a pas compris que la démocratie directe n'est pas un outil réformiste. Depuis 1881, aucun projet socialiste n'a abouti par le truchement du droit d'initiative. Le PS aurait plutôt intérêt à fédérer un camp de la raison, proposant une révision du système avec une réforme du droit d'initiative, la création d'une Cour constitutionnelle et le renforcement du Conseil fédéral pour restaurer son autorité. Si la Suisse s'installe dans l'isolement et l'inflation d'initiatives populistes, elle subira un net recul économique, qui déclenchera des ruptures. Je prépare mon parti aux révisions doulouses qui s'imposeront.

Le Parti socialiste n'y est pas prêt?

Le PS partage le pouvoir, sans obtenir de résultats probants. Notre système morcelé à l'extrême conduit à cette situation insatisfaisante. C'est la limite d'un régime à la fois confortable et insupportable, puisque jamais porté sur la construction de l'avenir. Nul n'est en charge du pays, ni la gauche, ni la droite, ni le centre. Chacun peut développer les jeux tactiques qui lui conviennent, en profitant de cette dilution des responsabilités collectives.

L'Europe est emblématique de

cette errance. Le PS, écrivez-vous, y a perdu sa boussole.

Un jour, la gauche utilise à juste titre l'Europe pour obtenir des pans de protection sociale via des mesures d'accompagnement proportionnelles à l'ouverture de notre marché du travail. Le lendemain, elle fait vibrer sa corde internationaliste et défend par principe la solidarité avec nos voisins. La tactique et le court terme priment sur la vision générale. En tant que socialistes, nous devrions dire que nous sommes à la fois Suisses et Européens, les deux ensemble, jamais l'un sans l'autre. Cette double identité fonde notre aspiration à une double citoyenneté. Cette clarté désamorcerait l'accusation récurrente que nous serions de mauvais patriotes, complices des intérêts européens en Suisse.

L'adhésion à l'UE et la réforme des institutions, ce n'est pas très sexy. Avec un tel programme, le PS risque d'être inaudible, non?

Ces réformes ne feront pas monter nos partisans aux barricades. Mais la nécessité les imposera et les rendra rassembleuses. La multiplication des votations est un danger réel. Et l'irruption des nouvelles technologies crée une démocratie

d'opinion où tout devient aléatoire. La Suisse stable devient une Suisse imprévisible. Ce débat est encore tabou. L'impasse dans laquelle le vote du 9 février 2014 a poussé le pays devrait nous ouvrir les yeux.

L'éviction de Christoph Blocher du Conseil fédéral remonte à huit ans. Et on voit mal le bénéfique qu'en a tiré le PS!

La non-réélection de Christoph Blocher n'a pas suffi. Cette clarification salutaire n'a pas entraîné une concordance sur des contenus, étape suivante que j'espérais. Aujourd'hui, nous sommes dans un régime de discordance. Le

Conseil fédéral est plus que jamais le «Conseil marginal»: il fonctionne sans gouvernail, sans cap, sans autorité. Sa feuille de route est une coquille vide. Dès lors, c'est compliqué pour le PS d'y participer.

Allez-vous jusqu'à remettre en question la place du PS au Conseil fédéral?

Le PS exerce le pouvoir, mais culpabilise d'y côtoyer l'extrême droite. D'ailleurs, il compense ce malaise par un discours idéologique appuyé, qui l'éloigne de la population. Ce n'est pas sain. Je suis pour interroger les conditions de participation du PS au Conseil fédéral et les définir plus précisément. Mais, là aussi, mon parti fait un mauvais calcul: satisfait d'exercer une part non négligeable du pouvoir, il oublie d'évaluer sa participation.

Le PS vaudois travaille de manière décomplexée avec le PLR. Le PS suisse devrait-il s'en inspirer?

Mon livre est sans doute typiquement celui d'un socialiste vaudois. Dans mon canton, le PS a construit un rapport plus sain avec le pou-

Date: 07.05.2016

**Tribune
de Genève**

Tribune de Genève SA
1211 Genève 11
022/ 322 40 00
www.tdg.ch

Genre de média: Médias imprimés
Type de média: Presse journ./hebd.
Tirage: 41'213
Parution: 6x/semaine



N° de thème: 844.003
N° d'abonnement: 844003
Page: 4
Surface: 77'047 mm²

voir. Certes, c'est plus facile: les champs de tensions sont moins vastes; les cantons sont encadrés par le droit fédéral; la droite vaudoise est ouverte au dialogue, alors qu'au parlement fédéral le PS et le PLR sont très éloignés. Toutefois, il y a là un exemple intéressant d'un socialisme vécu comme la volonté de construire un camp de la raison opérationnel. Au plan suisse, le risque est que le PS devienne peu à peu une sorte de «mesure d'accompagnement» d'une démocratie populiste et réactionnaire.

* «**Qui sauvera la Suisse du populisme?**» Editions Slatkine, 2016. 164 p.